

Logement : 8 ans de politique d'abandon ont plongé des millions de personnes dans la précarité

A l'occasion de la publication du 31e rapport sur l'état du mal-logement en France de la Fondation pour le logement, les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) dénoncent les politiques délétères menées par Emmanuel Macron en matière de logement depuis 2017.

Raréfaction des logements sociaux, précarité énergétique, habitat indigne, multiplication des personnes hébergées chez des tiers... le rapport de la Fondation pour le logement est sans appel : les indicateurs du mal-logement continuent de se détériorer sur tous les fronts.

Ce phénomène de mal-logement est amplifié par les politiques qui, depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, considèrent davantage le logement comme un gisement d'économies que comme un droit fondamental.

Les chiffres sont alarmants :

- plus de 643 000 personnes vivent en hébergement contraint chez des tiers
- 590 000 personnes sont hébergées chez des proches (hors parents)(+15 % en 7 ans).
- 9,8 millions de personnes, soit 15,4 % de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2023.

Alors que le chômage, la hausse des emplois précaires, la dégradation du pouvoir d'achat, les difficultés liées aux séparations conjugales rendent d'autant plus urgente une politique d'ampleur en matière de logement, les différents gouvernements sous l'autorité d'Emmanuel Macron ont détourné le regard et sont comptables de cette crise profonde aux conséquences sociales, économiques et politiques graves. L'accès au logement est ainsi devenu un des principaux facteurs d'inégalité, menaçant la cohésion de notre pays.

Malgré nos alertes répétées, l'État n'a jamais pris la mesure des mutations en cours et du manque cruel de logements abordables. Rien n'a été anticipé, et c'est toute la problématique de l'accès au logement qui doit être repensée désormais.

Après 8 ans de sous-investissement et de ponctions financières sur le logement social, il est urgent que l'État se donne les moyens de mettre en place une offre de logements adaptée aux revenus et aux besoins des Français. Plutôt que d'affaiblir la loi SRU et d'aggraver encore la crise actuelle, il est indispensable d'engager un grand plan de mobilisation pour du logement pour tous, partout sur le territoire.